

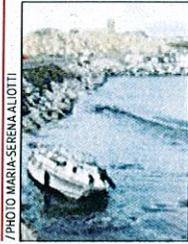
**ISULA ROSSA**  
Le conseil municipal vole en éclats  
P 3



/ DOCUMENT CORSE-MATIN

**INTEMPERIES**  
La tension monte à Saint-Florent  
P 6

**Votre supplément hebdo**



/ PHOTO MARIA-SERENA ALCOTTI

SABBATU U 31 DI DICEMBRE DI U 2016 - N 25108

Corse continent 1,20 € / 1,80 €

# corse-matin

Le quotidien de la Corse - U nutziale di a Corsica

www.corsematin.com

## Sale temps à l'Office de l'environnement

Directeur limogé, situation sociale explosive, la structure croule aussi sous le poids des dettes P 2



/ PHOTO JEANNOT FILIPPI

**CORTI**  
Nouveau cambriolage à la chapelle Sainte-Croix  
P 3

**BASTIA**  
Le Mercà d'autrefois vu par Loulou Schiavo  
P 16



/ PHOTO CHRISTIAN BUFFA

## À Centuri, un château très assiégé



/ PHOTO CHRISTIAN BUFFA

La CTC veut empêcher le rachat de ce joyau du patrimoine par des particuliers P 4

**BALAGNA**  
Le retour en grâce des soirées traditionnelles  
P 21

**CITY TRAIL NOCTURNE**  
Succès pour le premier Curra in Cor' di Portivechju



/ PHOTO HERVE MELA

LA DER

**VOLLEY-BALL**



/ PHOTO MICHEL LUCCIONI

Le GFCV taillé pour relever les défis de 2017  
P 25



Ajaccio : Tel. 04 95 51 74 00 - Bastia : Tel. 04 95 34 54 50  
Abonnement : 04 95 32 85 00  
ou [www.corsematin.com/abonnement](http://www.corsematin.com/abonnement)




**REJOIGNEZ LE CLUB !**

 Abonnez-vous au ☎ **04.95.32.85.01**

## Le grand ménage se prépare à l'Office de l'environnement

Après des mois de conflits internes au sein de l'établissement public, l'exécutif a finalement décidé de trancher dans le vif en licenciant le directeur de l'OEC et en ordonnant une réorganisation interne

**Q**ui fait quoi à l'Office de l'environnement de Corse ? Bien malin qui saura répondre à cette question.

Elle taraude pourtant, depuis des mois longs comme des années, les personnels de l'OEC. L'établissement public, placé sous la houlette de la Collectivité territoriale de Corse, jouit en effet du triste titre de la "situation est la plus compliquée de tous les offices et agences" de la CTC, dit sa présidente Agnès Simonpietri. Guégueres de chefs, organigramme inexistant, dialogue social au bord de la crise de nerfs, personnels démotivés, finances dans le rouge : "Depuis 2013, la situation est catastrophique", assure le délégué STC du personnel Jean-Michel Culioli.

En arrivant aux manettes de la CTC, les nationalistes avaient juré de remettre les choses en ordre de marche à l'office, et vite. "Dans six mois, tout sera rentré dans l'ordre", promettait en mars dernier Agnès Simonpietri. Force est de constater que le temps a passé sans que les nœuds ne se défassent et qu'il faudra patienter encore un tantinet pour le grand nettoyage annoncé.

Ainsi, la première décision tranchée a été annoncée le 30 novembre dernier dans un mail adressé aux directeurs et chefs de service par la conseillère exécutive : "A ma demande, Monsieur le président de l'Exécutif a mis fin (...) à la fonction de directeur de l'Office de l'Environnement de la Corse de Monsieur Pierre Vellutini". Exit donc, le patron à la moustache en tablier de sapeur, accusé de tous les maux par les délégués du personnel : relations exécrables avec les syndicats, manque de cohésion avec l'encadrement, soutien à un responsable des ressources humaines décrié, flou artistique de l'organisation, armée mexicaine de directeurs, personnel démotivé. Comme l'observe un audit commandé par l'ancienne majorité en pleine crise sociale, rien ne va plus à l'Office de l'environnement.

### "Des exactions sont commises au sein de l'Office"

À la sortie d'un conseil d'administration houleux en mars



Remercié, Pierre Vellutini reste cependant en poste jusqu'à la fin du mois de janvier. Depuis des années, l'Office de l'environnement est la proie de luttes d'influence et, dit un agent, de "coups bas permanents". / ARCHIVES JEANNOT FILIPPI

dernier, les représentants de la puissante intersyndicale CGT-STC avaient demandé la tête de Pierre Vellutini.

Huit mois plus tard, elle est tranchée. Le principal intéressé, en ce qui le concerne, a d'ores et déjà fait savoir à la nouvelle majorité - par une lettre de son avocat - qu'il ne l'entendait pas de cette oreille et comptait contester son limogeage.

Au téléphone, Pierre Vellutini est peu disert, devoir de réserve oblige (il reste en poste jusqu'au 26 janvier). Le directeur tacle toutefois du bout des lèvres "des agissements totalement condamnables qui vont bien au-delà de (son) cas particulier", jure que l'on touche ici au "respect des personnes" et que "des exactions sont commises au sein de l'Office".

"Nous avons essayé de trouver une solution de conciliation, d'installer un climat d'apaisement. Manifestement, nous n'y sommes pas parvenus", confirme Agnès Simonpietri

pour justifier le retard pris dans l'opération de réorganisation interne.

Une tergiversation qui fait un peu grincer des dents dans les rangs, en dépit d'une volonté affichée de regarder l'avenir avec optimisme.

"Depuis trois ans, le moral des troupes est proche de l'exaspération. Cent quatre-vingts personnes qui travaillent sans directives claires, au milieu d'une guerre des chefs, c'est tout simplement intenable", témoigne le délégué STC Jean-Michel Culioli.

À la fin de l'été, les syndicalistes appellent Gilles Simeoni à la rescousse. En novembre, les représentants du personnel sont reçus et le patron de l'exécutif arbitre : "Nous nous sommes retrouvés dans des situations compliquées dans les agences et offices à notre arrivée. Nous avons géré chaque situation de la même manière, sans faire de chasse aux sorcières et en laissant aux personnes en poste l'occasion de se mettre en ordre de marche. Ensuite, lorsqu'il a fallu prendre des décisions, nous les avons prises. Et nous assumons".

Parallèlement au renvoi du directeur, les politiques préparent le changement de stratégie. Le 1<sup>er</sup> décembre, Jean-Michel Palazzi, ex-directeur de l'Office hydraulique, est nommé comme chargé de mission auprès de la présidente. Pour une mission orientée vers - encore - "un audit de fonctionnement, une réorganisation et le traitement de dossiers thématiques", ainsi qu'annoncé aux agents de l'OEC. Autant dire : un véritable rôle de directeur.

Le poste de responsable des ressources humaines (RRH), inoccupé depuis le départ en maladie du très décrié Jean-Marie Agboton, est confié fin octobre à l'ancien leader du STC Christian Sares, qui démissionne de son mandat de représentant du personnel pour l'occasion. Sotto Voce, certains pointent le cadeau fait à une intersyndicale\* qui a pris une place prépondérante dans le fonctionnement de l'Office, ce d'autant que le nouveau RRH - technicien à la compétence reconnue - n'a pas de formation en matière de gestion du personnel : "Christian Sares a été nommé en intérim et il a

**LE CHIFFRE**
**6**

millions d'euros - c'est le montant (approximatif car le calcul s'avère compliqué) de la dette de l'Office de l'environnement de Corse.

acquies les compétences certaines par la force des choses", justifie Agnès Simonpietri.

### "On ne peut plus être en conflit avec un tel parce qu'il est Giacobbiniste"

À la tête du syndicat indépendant *Insemt* né l'ambiant créé de fraîche date à l'OEC et non encore adoubée par le vote, Xavier Cesari espère que ce poste "soit attribué de façon pérenne à un professionnel de la gestion des ressources humaines" mais en reconnaissant cependant que l'arrivée de l'ex-STC a "pacifié les rapports".

Car s'il est une chose qui met tout le monde d'accord à l'OEC, c'est qu'il faut désormais regarder vers l'avenir et remonter le moral des troupes. "Le conflit a pris une place très importante et paralyse le fonctionnement quotidien. Il faut que les problèmes se règlent et que l'on dépasse les clivages politiques, tance Xavier Cesari. On ne peut plus être en conflit avec un tel parce qu'il est Giacobbiniste ou avec un autre parce qu'il est proche de José Rossi, nous avons trop souffert de ce genre de comportement".

Cette fois, le planning est plus contraignant : fin janvier "maximum", un nouvel organigramme devrait être présenté et les fiches de poste mises à jour. "C'est le plus urgent : il faut absolument clarifier le fonctionnement de l'Office", explique Jean-Michel Culioli. Il faut reconnaître que désormais, on se sent écouté, ce qui est déjà énorme car nous sommes exténués par ces années de conflit. Maintenant, nous attendons de voir les résultats".

**KAEL SERRERI**

\* Aux dernières élections des délégués du personnel, en 2011, la liste unique de l'intersyndicale CGT-STC a obtenu "environ 80%" des suffrages. Le prochain vote est prévu dans le courant du premier semestre 2017.



### Plainte classée sans suite

Que s'est-il passé entre le futur ex-directeur de l'Office de l'environnement Pierre Vellutini et l'ex-leader syndicaliste devenu responsable des ressources humaines, Christian Sares ? "Un différend qui est la conséquence logique d'une situation qui se dégrade depuis des années", regrette la présidente de l'OEC, Agnès Simonpietri.

Un "accrochage au moment du bouclage mensuel de la paie", selon un fonctionnaire territorial, qui s'est tout de même terminé par une plainte pour "violences" déposée le 12 décembre par Pierre Vellutini contre Christian Sares. "Comment savoir ce qu'il se passe entre deux personnes qui sont seules dans un bureau, alors que la situation sociale est aussi tendue ? Il faut être très prudent", souligne un salarié de l'OEC. Un avis que le parquet de Bastia a dû partager, puisqu'il a décidé de classer la plainte sans suite.